

Le 04 JUIN 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme

N/REF : NH

Objet : Engagement de la modification n°2 du Schéma de Cohérence Territoriale de Cholet Agglomération

ARRÊTÉ n° 2024/111

Le Président de Cholet Agglomération,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.143-1, L. 143-29, L. 143-32 à L. 143-36, R.104-8, R.104-33 à R.104-37 et R.143-14 à R. 143-16,
- Vu la délibération n°VI-6 du Conseil de Communauté en date du 17 février 2020 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Cholet Agglomération,
- Vu la délibération n°V-2 du Conseil de Communauté du 17 octobre 2022 approuvant la modification n°1 du SCoT de Cholet Agglomération,
- Considérant qu'il est nécessaire de faire évoluer le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et de modifier la rédaction de l'objectif I.3 « Limiter les extensions urbaines » de l'axe 2 « Accroître l'attractivité résidentielle dans un territoire multipolaire » afin de préciser que le changement de destination des bâtiments pastillés destinés à évoluer vers une destination habitat ne doit pas intégrer les objectifs de production de logements, mais être considéré comme un objectif de promotion du tourisme vert,
- Considérant qu'il est nécessaire de faire évoluer le tome 7 "Enveloppes urbaines" du rapport de présentation et de modifier la rédaction de l'objectif I.3 "Limiter les extensions urbaines" de l'axe 2 du DOO afin de mettre à jour la méthodologie et les cartographies des enveloppes urbaines,
- Considérant que la modification du SCoT de Cholet Agglomération :
 - N'affecte pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
 - N'impacte pas les dispositions du DOO prises en application des articles L. 141-7 et L. 141-10 du code de l'Urbanisme et notamment les thématiques suivantes :
 - Les objectifs chiffrés de consommation d'espace des communes,

- Les espaces et site naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger au sein du SCoT,
 - Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques du territoire du SCoT,
- Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément aux articles L. 143-32 à L. 143-36 du code de l'urbanisme,

ARRÊTE

Article 1 : La procédure de modification de droit commun n°2 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Cholet Agglomération est engagée.

Article 2 : La procédure a pour objectifs de :

- Promouvoir le tourisme vert par la modification d'une prescription du SCoT,
- Mettre à jour la définition et la cartographie des enveloppes urbaines dans le SCoT.

Article 3 : Le projet de modification fera l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, dans les conditions fixées aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Le projet de modification de droit commun n°2 sera notifié pour avis au Préfet, et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les PPA ainsi que la décision rendue par la MRAe seront soumis à enquête publique dans des conditions permettant au public de formuler ses observations.

Article 6 : À l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



Gilles BOURDOULEIX
Maire de Cholet
Président de Cholet Agglomération
Député honoraire